

Le 06 octobre 2025

Bonjour Mesdames et Messieurs,

Vous avez désormais l'habitude de nos courriers. Nous vous remercions de l'intérêt que vous leur avez toujours porté. L'actualité brûlante nous engage encore aujourd'hui à partager avec vous nos craintes, nos certitudes et notre confiance républicaine en vos choix éclairés.

Ce courrier est adressé à l'ensemble des élus et élues des communes du 32, 33, 40, 47, 64, 65, ainsi qu'aux conseillères et conseillers des conseils départementaux et régionaux, députés, sénateurs et sénatrices.

Projet E-CHO, un virage inquiétant

Le projet E-CHO prend un virage inquiétant. Le porteur de projet annule la dernière réunion publique de concertation initialement prévue le 23 septembre, sans annoncer de date de report. Il invente un nouveau calendrier et rencontre les communes de la CCLO pour les convaincre de voter une motion en sa faveur hors de toute démarche encadrée par le Débat Public (en a-t-il seulement le droit ?), il bidouille ses chiffres et remplace, dans un acte désespéré, une partie de la biomasse forestière nécessaire par des grignons d'olive, des coques de noix, des pieds de vignes, du bois d'importation, des plantations de bambous irrigués et de miscanthus. C'est le temps des mensonges, de la communication.

Les ayatollahs de la chlorophylle

Le président de la CCLO, Patrice Laurent, insulte publiquement par voie de presse les opposants au projet. Qui sont ces « ayatollahs de la chlorophylle » qui le harcèlent, ces « gens de la Vienne » qui osent prendre part au débat ? Les plus de 2 000 élus de la république qui, tous partis et tendances confondus ont voté des délibérations pour exprimer démocratiquement leur avis ? Le syndicat des propriétaires forestiers qui alerte sur l'artificialisation de la forêt et sur la prolifération des fermes photovoltaïques face aux besoins accrus en électricité ? La fédération des industriels du bois qui craint une déstabilisation de la filière et déclare que le bois nécessaire à tous ces projets n'est pas disponible ? Les chasseurs qui s'inquiètent de la transformation de la forêt en simple ressource

industrielle ? Les pêcheurs qui craignent le coup fatal porté à l'existence du saumon de l'atlantique ?

La démocratie ou le conflit

Sur les 2673 communes sollicitées, 238 ont officiellement voté une motion en conseil municipal ou intercommunal, parfois les deux. Compte tenu de la proportion de messages non transmis, cela correspond à environ 10% des communes des départements des Landes, Lot et Garonne, Gironde, Pyrénées Atlantiques, Hautes Pyrénées, Gers. Sur cet échantillon largement représentatif de l'ensemble du territoire, 95% des communes s'engagent contre le projet et 5% seulement le soutiennent.

Il faut pourtant continuer à délibérer, le sujet est grave. Voilà un point sur lequel nous sommes d'accord avec Monsieur Laurent. La démarche fondamentale que nous avons initiée et qui consiste, citoyens, professionnels et élus, éclairés sur la vraie nature du projet, à exprimer clairement un avis démocratique est la seule solution apte à éviter un conflit.

La sentence est claire :

La population et les élus ruraux du Sud-Ouest sont catégoriquement opposés à ce projet.

Mais Monsieur Laurent est-il prêt à accepter la réalité de l'expression démocratique ? Parmi les élus des autres assemblées, Conseils Départementaux et Régionaux, quelques voix commencent à s'élever contre le projet, mais les autres, pourquoi donc ne les entend-on pas ? Que ceux qui sont pour ce projet, s'il y en a, le disent donc clairement, qu'ils nous l'expliquent, c'est leur devoir.

Les petits et les gros mensonges

Le problème est que ce projet véhicule beaucoup de mensonges... Voici de quoi rétablir la vérité :

- Le projet repose sur l'exploitation industrielle de la forêt. Les prétendus gisements de bois en fin de vie compatibles avec le process, vrais déchets agricoles ou co-produits de la transformation du bois sont hypothétiques et représentent une part anecdotique.
- les risques industriels existent.
- Les coûts (4 à 10 fois le prix du kérosène fossile) sont exorbitants et seront compensés par des fonds publics.
- La pression sur l'eau impactera peu ou prou le milieu.

- Les besoins pharaoniques en électricité nécessiteront à terme des unités de productions.
- L'économie réelle de carbone, une fois tout comptabilisé, est quasi nulle.
- Ce projet, pas plus que le projet «Restart » dans les Landes ne s'inscrit dans aucun processus établi de sobriété. À l'horizon 2050, il est prévu que le trafic aérien doublera en Europe.
- Ce projet aura un impact important sur l'environnement par rapport à la goutte d'eau qu'il représentera dans les besoins en carburant. (1,1% de la conso annuelle de kérosène en France)
- La biomasse ne peut servir de substitut au pétrole. Les ordres de grandeurs sont inatteignables.

Le développement est-il durable ?

« Allons-nous continuer ainsi dans cette croyance que la croissance économique est l'alpha et l'oméga de nos choix collectifs, quel qu'en soit son coût pour des ressources naturelles par ailleurs supposées infinies ? »
Voilà la question que pose Yves Salanave-Péhé, conseiller Départemental des Pyrénées Atlantiques, dans son article paru dans la République des Pyrénées.

Ce pourrait être le vrai sujet de société que met en lumière ce débat.

En effet, n'est-il pas étrange que ceux-là même qui hier, au nom du maintien de l'économie, refusaient d'admettre l'implication humaine dans le dérèglement climatique et la disparition des espèces fassent soudain de l'urgence de la décarbonation et de la transition vers un développement durable leur cheval de bataille pour tenter d'imposer leurs nouveaux méga-projets industriels « verts » ? Le discours s'est transformé, les mots ont changé, mais le projet reste le même : l'exploitation sans limites de ressources limitées. En fin de compte, s'il y a des ayatollahs, des gens enfermés dans leurs dogmes et qui refusent de voir la réalité, ce ne sont peut-être pas ceux que l'on invective et que l'on désigne comme tels.

Ceux qui s'opposent au projet E-CHO sont seulement des citoyens d'aquitaine, des élus, toutes tendances confondues, conscients de la situation actuelle, et qui font le choix raisonnable et raisonné, face à la gravité du dérèglement climatique qui touche de plein fouet nos forêts, de les protéger, de protéger nos rivières, de préserver la ruralité, de pérenniser les protocoles patiemment installées avec les professionnels et

l'ONF et qu'il faut encore améliorer, au lieu de tout sacrifier pour d'hypothétiques solutions d'apprentis sorciers.

Merci ! Mercés ! Milesker !

Nous sommes nous-mêmes un collectif de citoyens dans leur diversité, des Landes, du Béarn, de Bigorre et du Pays Basque, petits propriétaires, agriculteurs, chasseurs, amoureux et défenseurs de la ruralité et de la nature. Nous n'avons aucune étiquette politique ou partisane et n'obéissons à aucune prérogative de quelque organisation ou association environnementale que ce soit.

Nous profitons donc de l'occasion pour renouveler, au nom de la population du grand sud-ouest, notre gratitude et nos remerciements à tous celles et ceux qui ont eu le courage, la lucidité, la responsabilité, de s'engager et d'engager une réflexion citoyenne et démocratique au sein de leur collectivité. Qu'ils soient suivis par beaucoup d'autres. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos motions, qu'elles soient pour ou contre le projet, nous les publierons sur le site.

Plan coraument ,
Adeitasunez,
Cordialement,

Nosautes, Gu, Nous,
Citoyennes et Citoyens d'Aquitaine
La forêt est notre bien commun.
<https://foretbiencommun.wixsite.com/aquitaine>